

Les crédits

Il y aura des questions et observations d'abord. Le député de Halifax-Ouest. . .

• (1750)

M. Gauthier: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

J'ai une question de procédure à soulever ici. Comme le dernier orateur a proposé une nouvelle motion, il faut maintenant donner la parole à quelqu'un d'autre qui veut débattre cette motion. Je ne crois pas que nous voulions poser des questions et faire des observations à propos d'un discours sur un autre sujet. Je me demandais si nous pourrions avoir une décision là-dessus.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Prince George—Bulkley Valley a perdu son tour pour ce qui est du débat. Cependant, il y aura une période réservée aux questions et aux observations sur l'amendement de M. Gardiner et sur son discours.

Le député de Halifax-Ouest a la parole.

M. Howard Crosby (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, j'ai une observation à faire d'abord, puis je poserai une question.

Premièrement, comme le député a parlé de la plantation d'arbres en Colombie-Britannique, je veux lui dire que, aujourd'hui même, mon fils plante des arbres dans la circonscription de Prince George—Bulkley Valley au nom de tous les Canadiens.

Pour ce qui est de la motion concernant les crédits accordés au Sénat, le député est probablement conscient du fait que la Constitution oblige le Parlement du Canada, la Chambre des communes, à donner des fonds au Sénat. Cette façon d'affaiblir le Sénat ne serait pas acceptable, et je crois que les députés le savent. C'est pourquoi je veux poser la question suivante au député de Prince George—Bulkley Valley. Il devient de plus en plus apparent dans ce débat que tout cela n'est en réalité qu'une querelle entre le Nouveau Parti démocratique et le Parti libéral et n'a pas grand-chose à voir avec les crédits accordés au Sénat.

Si j'ai bien compris, le Nouveau Parti démocratique nous dit: «Vous ne pouvez pas faire confiance aux libéraux puisqu'ils sont, au fond, en faveur de la TPS et qu'ils l'approuveront par l'entremise de la majorité qu'ils détiennent au Sénat». Le Nouveau Parti démocratique ne fait que signaler à la Chambre et à la population cana-

dienne que les libéraux ne disent pas vraiment ce qu'ils pensent de la TPS.

Des voix: Bravo!

M. Crosby: Les libéraux croient, en fait, qu'il s'agit d'une taxe avantageuse qui garantira pendant de nombreuses années la viabilité et la capacité financière du Canada. On pourrait même dire qu'ils partagent l'avis du gouvernement et reconnaissent que la TPS est une mesure fiscale appropriée qu'ils appuient, malgré ce qu'ils peuvent prétendre à la Chambre, et que cette mesure sera approuvée au Sénat.

Si je ne m'abuse, c'est bien ce que soutient le Nouveau Parti démocratique, tout en continuant naturellement à s'opposer, de façon irréaliste, au Sénat. Comme l'a dit le député de Kamloops, il doit faire face à la réalité. Je n'aurais jamais cru entendre un jour un socialiste affirmer qu'il devait faire face à la réalité. Mais la réalité, c'est que le Sénat existe, et les députés du Nouveau Parti démocratique le savent fort bien. Ils ont lancé cet appel obscur, sachant que leur requête serait rejetée et que la TPS serait approuvée. Ils veulent simplement montrer que, au fond, le Parti libéral appuie la TPS.

Pourrais-je poser une question au député? Ai-je bien compris la position du Nouveau Parti démocratique?

M. Gardiner: Je suis heureux de savoir que le fils du député est en train de planter des arbres dans le grand nord de la Colombie-Britannique. Plusieurs autres députés ont des garçons et des filles qui sont en train de faire la même chose. Nous sommes heureux de la contribution qu'ils apportent au pays.

Le député a compris une partie du message, mais une partie seulement. Ce que nous avons dit tout au long du débat sur la taxe sur les produits et services, c'est que, comme dit le député, le Parti libéral n'est pas tout à fait honnête quant à ses véritables intentions au sujet de la taxe sur les produits et services.

Comme vous le savez, monsieur le Président, le projet de loi a déjà franchi l'étape de la deuxième lecture au Sénat. La plupart des Canadiens seront surpris de l'apprendre.

Oui, une partie de nos discussions aujourd'hui a porté sur l'honnêteté du Parti libéral pour ce qui est de la TPS.

M. Dennis Mills (Broadview—Glenwood): Monsieur le Président, j'aimerais poser une brève question au député.

Il a dit, dans son discours, que la Chambre fait parfois des choses qui doivent intriguer les Canadiens. Je sais que cette journée de l'opposition est réservée au Nou-